

GREVES ET MANIFS LE 5 MARS

IL FAUT EMPÊCHER LE MASSACRE DU CODE DU TRAVAIL !

LE GOUVERNEMENT BOURGEOIS SOCIALISTE NOUS PREPARE UN MAUVAIS COUP AVEC LE MEDEF

TOUS DERRIERE LA CGT ET FO ! NOUS SOMMES LA MAJORITE !

Attention, le gouvernement s'apprête à saccager le Code de travail ! En service commandé de la bourgeoisie, il prépare son parlement à convertir l'accord malfaisant que les chefs bourgeois (Medef) ont contracté avec des syndicats apprivoisés minoritaires, en une loi obligatoire pour tous. Après des longues décennies des alternances de leurs attaques frontales et de grignotages incessants, ils ont déjà considérablement rongé les droits ouvriers relatifs au travail.

En 1984, la direction de la CFDT a déjà conclu un accord avec le patronat pour répandre la flexibilité du travail. Mais la force du mouvement ouvrier d'alors a poussé les cadres intermédiaires de la CFDT à refuser cet accord. La direction d'Edmond Maire a dû reculer. En 2003, c'est François Chérèque - qui venant de quitter la CFDT pour un poste élatique juteux - s'est aligné derrière le plan de Fillon afin de raboter les retraites des fonctionnaires. Or même à ce moment-là encore, il provoquait dans la CFDT « la plus grave crise interne depuis 1964 » (Le Monde, 15 janvier 2013).

Quant à la flexibilité, rien n'arrêta l'érosion continue des dispositions du Code de travail, entamées par la multiplication des contrats de travail déterminés, ainsi que par d'autres moyens. La volonté de la bourgeoisie et la bienveillance des gouvernements poussaient alors dans cette direction, favorisée aussi par la complaisance, à peine freinée, des directions syndicales.

La crise arrivait à point nommé - de ce point de vue aussi - pour imposer les projets bourgeois. C'étaient fini, les petites mesures ! Maintenant tous, le gouvernement, les économistes et les journalistes nous claironnent que, pour sortir de la crise et pour vivre mieux, le pays doit être compétitif, et donc (?), on doit « baisser le coût de travail » et diminuer ainsi les dépenses des patrons. Obligatoirement, cela signifie de porter des grands coups contre les droits des travailleurs, en l'occurrence, de ravager irrémédiablement le Code de travail, déjà passablement laminé.

Diversions médiatique

Nous avons déjà fermement condamné cet « accord » dans le N° 1 De notre journal « **Lutte des classes** ». Inutile donc d'y revenir. Mais soulignons qu'après avoir accueilli ce pacte « bien historique... ce que le Medef réclamait depuis des lustres », le journal Le Monde, avec toute la presse et la télévision, développaient une campagne tonitruante en faveur du... « Mariage pour tous ». Dès le 13 janvier, l'ensemble de l'immense machine de propagande a tout fait pour noyer le poisson de l'attaque anti-ouvrière, effectivement historique, dans l'eau sirupeuse d'une démarche d'importance accessoire. Pour dévier l'attention du public, ainsi que pour empêcher la montée et l'extension d'une protestation sociale, il fallait bien exciter les esprits là où cela ne risquait pas de brûler grand-chose. La décision de Hollande d'intervenir au Mali lui est venue aussi plus facilement, afin de pouvoir refaire l'unité nationale justement car cela permettait de parler - d'autres choses.

Ce caractère dérivatif n'a pas échappé au journal Le Monde qui, cependant, n'y voyait qu'un hasard positif pour Hollande et le gouvernement, mais restait aveugle devant cette diversion volontaire. Selon lui, il y avait « ...une parenthèse d'une quinzaine de jours, pendant laquelle l'agenda du président aura été dominé par la

Guerre au Mali et celui du gouvernement par les débats autour du mariage gay. Une parenthèse... où la gauche de la gauche s'est faite plus discrète dans ses attaques contre la dérive « sociale-libérale » du gouvernement. » Or, maintenant, avec l'offensive de la direction de Goodyear, toute cela « ...est en train de s'effacer devant ce qui reste la préoccupation première des Français : la crise et le chômage. » Malgré la naïveté affectée du journaliste, ses mots démasquent bien la vérité évidente.

En effet, deux campagnes omniprésentes et survoltées ont occupé tout le terrain durant des semaines, en agitant et exacerbant les sentiments et passions pour détourner les regards et les réflexions de la préparation d'un massacre social. Mais la bourgeoisie, elle, contrairement à ses marionnettes variées, officielles ou adjoints officieux, ne se laissait pas détourner de son ouvrage principal du moment par aucune mascarade. Se sentant entièrement rassurée par l'engagement de Hollande de « transcrire fidèlement les dispositions (de l'accord) d'ordre législatif », elle a passé ouvertement à l'offensive d'une grande envergure.

Chantage du patronat

A peine quelques jours après l'accord, la bombe Renault explose. L'entreprise annonçait sa volonté de supprimer 7.500 postes de travail (sur 44.000), en fermant les usines où les syndicats refusent de signer ses exigences. Renault vise ainsi à réduire considérablement ses coûts de production par l'introduction d'une grande mobilité des travailleurs, l'augmentation du temps de travail et le gel des salaires. Faut-il ajouter que l'Etat dispose de 15 % des actions de RENAULT ? Mais comme l'a remarqué aussi Le Monde (15 juin 2013), le « gouvernement n'entend pas être mêlé de trop près à ce dossier empoisonné ».

C'est ainsi qu'un patronat reconforté par l'accord et par la promesse du gouvernement de le légaliser, devient plus impertinent que jamais, et emploie ce chantage énorme. Comme c'était prévisible, il va encore plus loin que les formalités contenues de l'accord, en somme encore fragile. D'ailleurs, la suite des événements apportait la confirmation que c'est bien là, l'intention de la bourgeoisie.

Luttes ouvrières

Quant Renault à annoncer ses décisions le 15 janvier, les ouvriers de PSA Peugeot-Citroën ont débrayé le lendemain. Sous la conduite de la CGT (près de 60 % des votes ouvriers), pour une lutte très combative qui a visé à forcer la direction à lâcher des concessions lors des négociations. Mais là aussi la direction, fortifiée et remontée par la volonté du gouvernement Hollande-Ayrault de légaliser l'accord anti-ouvrier, à brutalement réagi par la mobilisation massive de ses cadres et de son « syndicat - maison » pour molester la grève et harceler les grévistes. Le droit de grève a été ainsi ouvertement bafoué ! Et ce sont encore ces cadres qui se plaignent de la violence légitime des ouvriers, alors qu'on essaie de leur

Contester tout recours, même juridique, pour se défendre ! Défendre leur emploi.

Puis voilà qu'encore, le 31 janvier, Goodyear annonçait la fermeture de son usine d'Amiens (1173 postes), où les ouvriers ont déjoué depuis 2007-08 les plans de la direction. Celle-ci voulait imposer des conditions de travail harassantes, et face au refus du syndicat CGT (86 % des votes !), elle procédait aux licenciements. Sauf qu'à chaque fois, les tribunaux les ont annulés. Mais cette tactique de la CGT locale, qui si elle n'est pas épaulée par une mobilisation ouvrière capable de vaincre la passivité et d'armer les ouvriers, risque de s'épuiser. Car, comme l'écrit Le Monde, le journal « éclairé » de la bourgeoisie (les 13-14 janvier 2013), les « règles de Contestation des licenciements Économiques collectifs sont bouleversés. Le but est de limiter le contrôle des tribunaux ». Précisément, l'offensive bourgeoise veut éliminer aussi cet obstacle juridique, cette barrière dressée encore devant le pouvoir patronal par le Code de travail.

D'une manière général, l'enjeu est immense, car la lutte déjà engagée décidera si l'on pourra repousser une attaque globale contre les droits des travailleurs pour des meilleures conditions d'embauche, ou alors une défaite préparera le terrain à la destruction du Code de travail. En tout cas, les conditions de la lutte des travailleurs changeront dans les deux cas : soit elles les amélioreront en ouvrant la voie à d'autres avancées, soit le Code de travail subira un coup mortel et l'offensive bourgeoise s'en trouvera renforcée, et sera un point d'appui pour une nouvelle attaque.

Manifestation du 5 mars

Fort heureusement, les directions de la CGT et de la Force Ouvrière ont annoncé leur décision d'organiser la riposte ouvrière contre cette agression concentrée et alarmante. Décision que tous les travailleurs doivent saluer et soutenir. Pour le 5 mars, ils organisent des « manifestations et des arrêts de travail » pour faire pression sur le parlement qui discutera ce problème le lendemain. Il importe que tous les travailleurs, ainsi que leurs organisations, y contribuent par leur participation massive. Car il n'est pas trop de répéter les paroles de Bernard Thibault, dirigeant de la CGT : « Si ce texte était introduit dans la loi en l'état, les salariés passeraient d'un rapport de subordination à un rapport de soumission ».

Ni les chefs bourgeois, ni le gouvernement et leurs alliés n'ont perdu une minute pour lancer leur grande bataille tout azimut pour légaliser cet accord néfaste. Les dirigeants du Medef ont même démarché la direction du parti « socialiste », afin de prévenir toute velléité du gouvernement à retarder la fermeture des usines par une reprise éventuelle de celles-ci, - jugée « contraignante ». Et effectivement, la fermeture des usines s'est particulièrement accélérée ces derniers temps, tous les jours apportant leurs lots de désolation... Elles réfutent ainsi violemment les arguments rassurants du gouvernement, selon lesquels les cadeaux et les concessions offerts à la

(Suite p.2)

La classe ouvrière escamotée par les illusionnistes

Un livre remarquable de Bertrand Rothe :

DE L'ABANDON AU MEPRIS. Comment le PS a tourné le dos à la classe ouvrière. Paris, Seuil, 2013, 259 p.

C'est un récit historique vivant qui raconte par des faits et événements comment le parti dit « socialiste » s'est détourné de la classe ouvrière et s'est dressé contre elle. Cette « ...trahison de la classe ouvrière par les dirigeants socialistes... » - ce sont les mots de la préface instructive de Gérard Mordillat - s'est opérée dans tous les domaines : politique, économique, social et moral. Elle a parachevé la transformation de cette organisation d'un parti « ouvrier-bourgeois », caractérisé ainsi par Lénine, en un représentant attiré de la bourgeoisie de nos jours.

On doit saluer doublement ce livre qui s'écarte des rapports et des messages habituels de ruptures, d'un éloignement d'une organisation politique. D'abord, parce que c'est un témoignage qui raconte cette cassure non pas comme le fruit d'une évolution personnelle de l'auteur allant dans une autre direction, mais bien celui de la perversion, de la dégradation du PS lui-même. Ensuite, parce qu'il ne se contente pas d'annoncer une rupture ou même de la décrire en détail, mais essaie d'en analyser les causes politiques les plus profondes.

Il y a au moins deux facteurs importants qui rehaussent la valeur de ce véritable réquisitoire. Premièrement, le fait qu'il présente cette dégradation non pas comme une apparition actuelle, subite et accidentelle. Au contraire, il la retrace dans son développement, enflée et grossie pendant longtemps. Même si l'on peut regretter que l'auteur ne va pas plus loin dans le passé, néanmoins il remonte jusqu'au début des années 1980. Pour y débusquer le rejet par Mitterrand et ses amis de leur ancien programme pour adopter la politique néolibérale de Thatcher, ouvertement bourgeoise, sous forme d'une attaque générale contre les positions de la classe ouvrière. Ce ne sont donc pas nous seulement, mais l'auteur du livre qui explique, pour ainsi dire de l'intérieur de ce parti, comment le PS et ses dirigeants ont introduit cette politique en France, aboutissant aux dégâts d'aujourd'hui. En cela, l'auteur est indéniablement plus conséquent et plus juste que certains de ceux qui, ayant rompu avec ce parti et sa politique bourgeoise, maintiennent encore leurs illusions à l'égard de Mitterrand et de sa politique. Hélas, parmi eux se trouvent aussi Jean-Luc Mélenchon et ses camarades, qui pourraient consulter ce livre avec grand bénéfice, afin d'approfondir encore plus leur critique bienvenue. Ils pourraient ainsi faire fructifier, consolider et élargir utilement leur politique pour le bien de tous les travailleurs.

La qualité remarquable de cet écrit qui, sans doute, le place nettement au-dessus de beaucoup d'autres, est son souci de montrer cette véritable décadence du parti « socialiste », en liaison étroite avec la détérioration constante de son rapport à la classe ouvrière. Déjà le titre de l'ouvrage : « De l'abandon au mépris » exprime bien avec quelle arrogance et quelle morgue ce parti se détournait des ouvriers. Mais ce qui est encore pire, c'est comment il transformait sa (déjà mauvaise) représentation des ouvriers en un reniement de cette classe, en se plaçant même dans une opposition ouverte à celle-ci et à ses acquis.

Il serait impossible de reproduire ici tous les exemples concrets cités par l'auteur, souvent chiffrés, pour prouver cette vérité accablante. Cependant, voici quelques données effarantes puisées de sa démonstration : « en vingt-six ans, le PS a perdu presque tous ses militants ouvriers. De 10 %, en 1985, ils sont passés à 3 % en 2011. » Mais s'agissant de cadres supérieurs, de « 19 % (déjà anormalement nombreux pour un parti voulant représenter les travailleurs), ils sont passés à 38 % » (p.173-74) L'auteur illustre l'abîme qui sépare ce parti des ouvriers par d'autres chiffres encore : « En 2002, cinq ouvriers siégeaient encore au Palais Bourbon (le parlement)... En 2007, ils ne sont plus que trois... En 2012, zéro. » (p. 249) Et il faut préciser que la majorité de ces députés ouvriers appartenait au parti communiste.

Rien d'étonnant à ce que les théoriciens et les dirigeants de ce parti, comme ce livre l'explique fort bien, ont pleinement participé à la mystification mensongère menée par la bourgeoisie sur une prétendue disparition de la classe ouvrière. Souvent, ce sont eux qui ont initié le lancement et la propagation de cette négation éhontée de la réalité. Aujourd'hui, ensemble avec la presse et la télévision, ils n'osent plus mentionner même le nom « ouvrier », comme s'ils s'interdisaient de prononcer le nom d'une maladie honteuse. L'ouvrier est devenu « opérateur », exactement comme le cancer est devenu une « longue maladie ». Encore moins parlent-ils, dieu m'en garde !, de la classe ouvrière.

En même temps et parallèlement, ils ont avancé - à la fois comme un substitut et une diversion symétriques à ce refus - de mises en garde plaintives contre l'appauvrissement... des classes moyennes. Mais là encore il faut faire attention ! Pour ce parti et à sa trace, pour toute la machine de propagande de la bourgeoisie, cette classe moyenne dont ils évoquent la souffrance ne signifie point les petits paysans et artisans paupérisés et poussés au suicide. Décidément, ils ne parlent pas de cette classe moyenne, alliée naturelle de la classe ouvrière. Non, pour eux cette classe moyenne n'existe que par et dans ses couches supérieures, comme les cadres d'entreprise et d'administrations diverses, professeurs d'universités, journalistes, enfin tous ceux qui, n'étant pas au sommet, sont frappés pourtant eux aussi par la crise. Avouons cependant qu'entre le plombier du quartier d'un côté, et un cadre de Renault ou un commentateur de la télévision, de l'autre, il y a une sacrée différence. Même si tous font partie de la classe moyenne.

C'est l'évidence même qu'il faut réclamer aux membres de ce parti qui se dit socialiste de se rapprocher des ouvriers et de prouver une telle volonté. D'abord, par le vote pour amnistier ces nombreux syndicalistes condamnés, comme Xavier Mathieu, pour dégradation de matériel. Ensuite, par le sursaut des députés du PS pour voter contre l'accord honteux du patronat et des syndicats minoritaires contre le Code de travail. Ils pourraient répondre ainsi à l'appel correct et insistant de J-L. Mélenchon à combattre l'attaque conjointe du capital et du gouvernement, manifestant ainsi leur volonté de prouver qu'il y a encore quelques résidus qui lient ce parti à son nom. En tout cas, le livre est remarquable.

B. N.

(Suite de la première page)

Bourgeoisie sont le prix nécessaire d'une reprise économique. Mais les faits prouvent que plus ils ont gratifié les bourgeois de richesses publiques, dorloté leurs privilèges et soigné leurs avantages, - plus ces sangsues se sont enrichies et ont frappé davantage les travailleurs. Seul l'ancien adage du mouvement ouvrier se trouve justifié : **c'est uniquement la lutte qui paie !**

Au demeurant, le gouvernement en est pleinement convaincu. Dès le début, il s'est efforcé d'assurer et de contrôler, par tous les moyens, le vote de ses députés pour la session parlementaire du 6 mars. Parce que plusieurs députés de l'aile gauche du PS ont ouvertement critiqué l'accord infâme, qui comprend « de nombreuses régressions sociales », comme ils le caractérisent. Les membres des courants variés de cette gauche s'y sont opposés d'autant plus vivement qu'ils ont, jusqu'ici, approuvé toutes les mesures anti-ouvrières. Tout en revendiquant leur appartenance à cette aile gauche, ils ont quand même voté la volte-face flagrante de Hollande pour le traité du budget réactionnaire, imposé par la commission européenne, ainsi que le cadeau de 60 milliards offert aux entreprises, y compris celles de Mittal, de PSA- Aulnay et de Renault. Maintenant tous, de Guedj à M-N. Lienemann et de B Hamon à H. Emmanuelli, ils sont tous entrés en opposition ouverte ou voilée.

Alors le gouvernement, et toute la direction du parti « socialiste » ont sorti leurs griffes, en dévoilant la véritable nature de leur « démocratie » intérieure. Le responsable des députés, Le Roux, a révélé qu'il a déjà vendu la peau de l'ours au Medef et Cie., bien avant de l'avoir tué. Il déclarait textuellement : « Je me suis engagé depuis plusieurs semaines auprès de tous les partenaires sociaux... que, s'il y a accord, nous le retranscrivons de façon précise, fidèle, loyale dans la loi » (Le Monde, 16 juin 2013). Ce monsieur fanfaron ne semble nullement gêné par ce petit détail que, d'avance, il a engagé le vote de son groupe sans aucun mandat ! Manifestement, quelque chose ne tourne pas rond autour des règles élémentaires de la démocratie dans ce parti.

Ainsi, tout innocemment, Le Roux aggrave encore son cas dans la même déclaration : « Pour chaque amendement, nous poserons la question aux organisations syndicales et patronales signataires, pour avoir leurs retours... » On doit se frotter les yeux au vu de tant d'impudence pour révéler son rôle servile de rapporteur du Medef et sa position déloyale vis-à-vis de ses collègues députés. De plus, il y a certains qui évoquaient la possibilité de légiférer sans vote, en se référant à l'article 49 de la Constitution « tout démocratique ».

Front unique ouvrier

En tout cas, la grande division de l'aile gauche du PS ne doit pas empêcher d'unifier leur opposition à l'accord des syndicats minoritaires, et de se dresser ensemble contre la volonté de sa légalisation. Tous les travailleurs et leurs organisations politiques et syndicales devraient les soutenir. C'est valable aussi pour tous les autres députés et membres du gouvernement qui, appartenant aux autres partis, ont avalisé, eux aussi sans broncher, toutes les mesures anti-ouvrières. En particuliers, les écologistes pourraient se prévaloir enfin comme un parti se situant vraiment à gauche.

Quant aux travailleurs et toutes les organisations et partis qui se réclament de la classe ouvrière, outre le soutien sans faille aux manifestations des syndicats, le 5 mars, il est urgent de développer une lutte d'ensemble continue. En saisissant l'occasion de préparer cette manifestation, il importe de réaliser un Front Unique de toutes les organisations, sans aucune exclusive, que les dangers d'une situation menaçante exigent de tous.

Il apparaît impératif de reprendre enfin et de développer à cette occasion les vieilles méthodes efficaces du mouvement ouvrier, qui a largement fait ses preuves. Car les dirigeants ouvriers hostiles au marxisme, de même que les défaits et le grand recul du mouvement ouvrier, ont poussé à l'arrière-plan ces méthodes de lutte de classe, en favorisant des procédés

Qui lui sont éloignés ou carrément étrangers. En particulier, ils ont facilement renoncé à la mobilisation et à l'organisation directe et multiple des travailleurs eux-mêmes, à leur activité propre, ainsi qu'aux formes variées de celle-ci. A leur place, les directions ouvrières et la plupart des dirigeants préfèrent utiliser les mesures et les moyens que la démocratie bourgeoise et leurs institutions peuvent offrir. Déjà, ils ont habitué les travailleurs à attendre que les dirigeants agissent, en participant aux divers forums à leur disposition (parlement, presse, pacte avec d'autres formations, etc.), au lieu d'organiser leur lutte eux-mêmes. Ensuite, face aux attaques bourgeoises, ils recourent volontiers, par exemple, à la justice bourgeoise. Bien évidemment, on doit utiliser tous les moyens pour défendre les causes ouvrières, même les institutions bourgeoises. Mais ce qui est condamnable, c'est leur emploi quasi-exclusif comme substituts pour remplacer les actions de la classe ouvrière elle-même.

**Miser sur la justice bourgeoise
Ou sur la
Lutte des classes ?**

Il va de soi que même une telle activité de classe n'assure pas la victoire. D'ailleurs, le combat ouvrier n'était jamais engagé comme si son succès avait été garanti. Mais ce sont toujours les luttes collectives de la classe ouvrière qui renforcent sa conscience de classe, élèvent le niveau de celle-ci et préparent ainsi sa victoire. Aucun astuce ou manœuvre, nul subterfuge ne pourra les remplacer. La lutte de classes emploie ses propres méthodes.

On a relevé dernièrement que l'équipe de la CGT à l'usine Goodyear a réussi pendant 5 années à court-circuiter les plans du patronat par des actions en justice. Mais déjà l'un des responsables de la CGT avouait récemment : « Il n'est pas facile d'expliquer notre stratégie à des gars qui souffrent ».

En réalité, il s'agit de bien plus. Le délégué du syndicat Sud de l'usine était plus près de la vérité lorsqu'il disait : « ... les arguties juridiques ne sont pas forcément compréhensibles de l'ouvrier de base qui, du coup, n'est plus maître de son destin ». (Le Monde, 2 février 2013).

Alors, que faire maintenant contre la fermeture ? Les responsables CGT de Goodyear seraient bien intentionnés de prendre en exemple la CGT de PSA-Aulnay, où le dirigeant de la CGT Jean-Pierre Mercier et son équipe ont engagé une activité collective des ouvriers contre les décisions des patrons de l'usine.

D'une manière générale, les directions de la CGT et de la FO pourraient s'inspirer de leurs membres et cadres combattifs pour préparer la journée du 5 mars, par une mobilisation d'activité collective et durable de l'ensemble des travailleurs.

Ces considérations sont valables aussi pour nous tous. Partout nous pouvons et devons contribuer collectivement à la mise en échec de la volonté gouvernementale, et marginaliser ainsi l'accord minoritaire de mutilation du Code de travail. Au lieu d'attendre passivement la manifestation du 5 mars et l'activité centrale des dirigeants, nous pouvons la préparer dans chaque ville et chaque lieu de travail. Les réunions de discussion pour la mise en place des comités unitaires de préparation, des meetings locaux, des tracts, des porte-à-porte, tout peut et devrait se faire afin de mobiliser les travailleurs pour le succès du 5 mars !

Balazs Nagy

LUTTE DES CLASSESEDITION PAPIER : gratuite
(pendant la période de lancement)EDITION PDF :
gratuite (sur demande)ENVOI POSTAL : 10€ pour 12 n°
(sous pli fermé)**Carnet des notes...****La peur des nationalisations**

Les nationalisations de 1936 et 1945 sont marquées même dans les livres scolaires comme des progrès historiques. Le Programme commun de 1972 s'est engagé à les élargir. Une fois placée par le peuple au pouvoir en 1981, la gauche nationalise une dizaine de grosses entreprises bancaires et industrielles. Comme par hasard elle « oublie » Michelin, Peugeot, et l'industrie pharmaceutique... Mais, devant l'hostilité de la bourgeoisie elle recule et privatise tout. A l'époque les observateurs attentifs ont remarqué que les grands groupes financiers – les fameuses « deux cent familles » ? – ont gagné de l'argent lors de la première, comme de la deuxième opération.

Aujourd'hui, lors du conflit Arcelor les ouvriers, le front de gauche et même le ministre Montebourg se sont prononcés pour la nationalisation. Le patron est indien, comme celui de Continental était allemand, et celui de Goodyear américain. Ceux-là, à la rigueur, on peut les nationaliser. Comme si les patrons « nationaux » - Peu-

geot, Michelin, Sanofi – étaient moins attachés à leur profit de capitalistes, renonçant à la délocalisation, ayant à cœur cette fumisterie appelée « l'intérêt national », et dont le geste patriotique sacrificiel est tant attendu par les ministres socialistes !

Même l'extrême gauche a peur de réclamer leur nationalisation, alors que les phrases révolutionnaires ne leur coûtent et ne les engagent à rien. Or, la nationalisation des banques et grandes entreprises industrielles est historiquement, économiquement, industriellement, socialement, politiquement – et même culturellement, disent certains - plus que nécessaire.

A moins que le salaire ouvrier réel en France ne s'approche du salaire réel chinois, ils déménageront tout à l'étranger. La petite femme syndicaliste battante de Sanofi de Toulouse nous disait l'autre jour au meeting du Front de gauche à Metz que leur

Groupe a empoché 40 milliards de bénéfices en cinq ans, ce qui explique en bonne partie le trou béant de la Sécu. Et personne – ni Laurent, ni Picquet, ni Mélenchon – personne n'a osé soulever le problème et poser la question des nationalisations. Si on ne le fait pas tant que les outils humains et matériels sont là, en pleine force productive, il ne servira à rien à nationaliser les locaux vidés des machines et des ouvriers jetés en vrac au Pôle emploi.

Le courage ne consiste pas à sermonner la tiède gauche petite-bourgeoise parlementaire du PS – quoique il ne soit pas interdit de le faire – mais de poser les revendications qui permettent à la classe ouvrière de prendre par le contrôle de ces entreprises son avenir dans ses propres mains. Avant qu'il ne soit trop tard, avant que le prolétariat ne devienne lumpenproletariat.

R.P.

Crépage de chignon à la télé

On sait que la télévision publique organise des séries de discussions même consacrées aux sujets qui intéressent les travailleurs. Tel est le cas de la série tenue par Yves Calvi sur la 2. Mais la direction s'évertue à programmer ces émissions tard, après 11 heures du soir, comme si elle voulait dissuader de l'écoute tous ceux qui se lèvent tôt.

Le 18 février dernier, le cénacle habituel des politiciens et des journalistes s'est réuni pour débattre l'intention du gouvernement à vouloir taxer les allocations familiales et les retraites. Un thème qui pourrait intéresser beaucoup de travailleurs. C'est peut-être pour répondre à une préoccupation semblable que, malgré leur coutume d'écarter les perturbateurs possibles, ils ont daigné inviter Jean-Claude Mailly, le dirigeant de FO. C'était déjà une entorse à leur habitude de ne pas souvent accueillir un syndicaliste susceptible de gêner l'ambiance consensuelle de la discussion. Mais le risque était minime avec Mailly, contrairement à ce qui aurait pu se passer par exemple avec un Mercier de PSA-Citroën ou avec Xavier Mathieu. De toute façon, même si parfois ils permettent à un syndicaliste (jamais à deux !) ou à un militant

Politique opposé au système capitaliste de participer, jamais, au grand jamais ils ne commettraient la maladresse d'y inviter un serrurier ou une institutrice, un maçon ou une femme de ménage.

Or, en dépit de toutes les précautions, ils ne pouvaient pas éviter une chamaillerie désordonnée. En effet, depuis un certain temps, ces réunions tournent inévitablement en cafouillis agités et confus, malgré toute la prudence d'usage entre gens de bonne compagnie.

La volonté récurrente et obstinée du gouvernement de grappiller quelques euros par une fiscalité alourdie, donc de taxer n'importe quoi et n'importe comment, n'a échappé à personne. Plusieurs participants l'ont soulevé.

La représentante du « Modem » de Bayrou a carrément approuvé le gouvernement qui veut taxer les allocations familiales et les retraites. Cette concordance de vue entre ce parti bourgeois et le gouvernement n'a surpris personne, étant donné la convenance entre son programme et la pratique gouvernementale. Quant aux figures du parti majoritaire

de la bourgeoisie (l'UMP), le député C.Lellouche et le bourgeois-parasite PH.Villin (capitaliste-aventurier et « consultant »), ce problème ne semble pas les avoir touchés. Après tout, le projet ne ferait mal qu'aux petits.

Par contre, le syndicaliste J-C. Mailly a franchement tiqué contre l'idée même d'une telle mesure. Mais lorsque 'il essayait de clarifier ce problème, Calvi (le meneur de la discussion) l'a brusquement interrompu pour lui dire qu' 'il s'écarte du sujet (?), alors qu'il tentait seulement d'éclaircir s'il était légitime de taxer, oui ou non, les allocations et les retraites. Mais décontenancé par l'interruption, il n'a pu que bafouiller dans le brouhaha général que ces attributions ne pouvaient pas être taxées, puisque 'elles font partie du système de la Sécurité sociale.

Puis, devant l'indifférence de tous pour une telle « subtilité » juridique, il a définitivement abandonné cet argument. Nous n'en saurons pas plus...

Hantise de la lutte de classes

Lors d'un débat télévisé en janvier entre Mélenchon et le ministre du Budget Cahuzac, ce dernier réagit vivement à la mention de lutte de classes par Mélenchon : « La lutte des classes, je n'y ai jamais cru ».

Comme s'il s'agit d'une croyance et non d'une réalité perceptible chaque jour : Arcelor, Citroën, Renault, Lear... les grèves et manifestations de rue, c'est quoi alors

Nier la lutte des classes pour les bourgeois, ce n'est rien d'autres que cacher leur fortune et leur peur. On ne sait pas si le ministre du Budget –

Ministre de la répartition du gâteau national ! - avait ou non un compte en Suisse, mais toujours est-il qu'il s'est octroyé un appartement dans une avenue parisienne prestigieuse pour six millions d'euros. Soit l'équivalent de ce que gagnent cinq cent salariés pendant un an !

De toute évidence, les gueules noirs de Florange ont peu de points communs avec le monde où vit monsieur le ministre. Du point de vue de classe, tous les sépare et même les oppose. Alors pourquoi on fait violence au langage en les mettant ensemble dans la formule magique du

« Peuple de gauche » ? Le 5 mars, n'est-il pas une réponse de classe à une loi de classe que les ministres de gauche font en guise de cadeau à la classe représentée par le Medef ?

Faire le budget d'Etat, faire adopter les lois, faire grève, s'affronter à la télé, manifester dans la rue... tout relève de la lutte de classe. Il s'agit seulement de savoir à quelle classe on appartient, ou pour quelle classe on agit, réellement et non dans son propre imaginaire. R.P.

ERRATUM.

Dans notre dernier numéro, dans l'article consacré au Mali, il y avait plusieurs « coquilles ». Nous prions nos lecteurs de nous en excuser et y apporter les Corrections suivantes :

1/ sur la page 3, dans le chapitre « Dénouons l'imbricatio... », à la fin de 5ème paragraphe, la phrase continue par... subissant l'isolement et la répression qui, par leur développement inéluctable, représentent le futur proche de cette région.

2/ sur la page 5, dans le chapitre « Une nation... » (au milieu de la colonne centrale), du livre d'Engels, « La guerre paysanne allemande » il s'agit et non pas « en Allemagne », comme écrit.)

3/ toujours sur la page 5 mais dans le chapitre « Une situation... » dans le premier paragraphe, la ligne correcte se termine comme cela : « contribution plutôt figurée et métaphorique que réelle. » (Et non pas métaphysique !)

4/ sur la page 6, dans le chapitre « Une orientation claire... », à la fin du premier paragraphe, un seul mot qui manque : dispositif.